

*Science et technologie*

Le commerce international, c'est excellent à condition d'en retirer certains bénéfices. Mais ce n'est pas le cas quand on épuise des ressources irremplaçables tout simplement pour vivre à même les ressources du pays. Au fond, c'est ce que nous faisons. Personne ne semble vouloir comprendre cette équation toute simple, ni la nécessité de nous demander quelle sorte de pays nous voulons avoir. Nous n'avons pas fait de choix; aussi, nous avons fait ce qui était tout naturel, optant pour la facilité, vendant nos matières premières, faisant fi de l'autre option, espérant que cela marcherait. Mais cela n'a pas marché. Permettez que je vous en donne un exemple.

Pour la plupart, nous avons reçu un mémoire de l'industrie canadienne de l'électronique, soulignant la gravité de la situation dans laquelle elle se trouve actuellement. Le mémoire souligne la baisse du marché canadien. De fait, cette industrie n'a même pas sa juste part de l'accroissement de la demande sur le marché canadien. Cette industrie est importante et le gouvernement l'a reconnu en injectant quelque 37 millions de dollars dans la Microsystems, dans un effort pour lancer cette industrie. Il l'a fait à la demande de la filiale de Bell Téléphone, Northern Electric. Mais l'affaire n'a pas marché, nous ignorons encore pourquoi.

Si cela n'a pas réussi, c'est peut-être, comme l'a laissé entendre le gouvernement, parce que ce n'était tout simplement pas dans le cours normal des choses. C'est peut-être aussi, comme l'a prétendu la Northern Electric, parce qu'on n'a pas réussi à en faire un succès. De toute façon, nous ne connaissons pas la raison véritable.

L'autre jour, dans un discours, M. Pollock, d'Electrohome, a souligné un point que signalent tous les rapports sur cette industrie canadienne. Il faut rationaliser l'industrie, a-t-il dit, et non seulement celle-ci, mais toutes les industries.

Le gouvernement fait-il quelque chose en ce sens? Bien au contraire, j'estime que dans l'industrie du caoutchouc, dans celle de l'électronique et dans d'autres, tout ce qu'il a fait, c'est utiliser les subventions du ministère de l'Expansion économique régionale et d'autres programmes d'encouragement pour multiplier les entreprises au point de les étouffer toutes.

Ce mémoire de l'industrie de l'électronique demandait aux députés d'appuyer une augmentation de la protection tarifaire; autrement dit, un retour à la politique d'il y a 100 ou 110 ans. A mon avis, on ne peut pas vraiment protéger une industrie en haussant les tarifs. C'est peut-être une solution provisoire, mais toute industrie existant depuis 60 ans qui a encore besoin d'une forte protection tarifaire est gravement malade.

● (1600)

Ce qui ne va pas, c'est que la structure de cette industrie est insondable et le gouvernement n'a fait aucun effort pour y changer quoi que ce soit. L'un des défauts de cette structure est qu'une trop grande part de cette industrie appartient à des intérêts étrangers, ce qui rend presque impossible toute rationalisation. Malgré cela, cependant, si le gouvernement semblait avoir un programme ou un plan quelconque, même cet obstacle pourrait être surmonté.

Je connais personnellement un grand nombre d'hommes d'affaires dans ma circonscription et je suis impressionné par leur intelligence. Ils comprennent, mais le gouvernement ne semble pas comprendre. L'élimination de l'industrie du caoutchouc et des pneus se poursuivra donc et le ministre des Finances dira que c'est à cause des salaires élevés. Ces industries étaient en perte de vitesse bien

avant que les salaires commencent à monter. Elles ont toujours eu des difficultés, peu importent les salaires. Le problème n'est pas là. Je suis sûr que ce facteur peut parfois entrer en ligne de compte, mais il est ridicule d'attribuer le problème du développement industriel à la main-d'œuvre.

Je demande aux membres du comité des finances, du commerce et des questions économiques de saisir le comité de la question de la Microsystems. Je les incite à demander l'autorisation du gouvernement. Ce n'est pas pour embarrasser celui-ci ni la Northern Electric, mais pour savoir ce qui se passe et pourquoi le Canada connaît de tels échecs lorsqu'il s'agit de développer le secteur secondaire. J'espère que les membres du comité, à qui j'ai écrit, et les députés qui ont une circonscription à Ottawa vont me donner leur appui pour que nous puissions jeter un coup d'œil sur ce qui se passe dans notre société ou notre industrie en général sans considération des affiliations politiques.

J'en ai assez des réponses simplistes où le ministre des Finances s'en prend à tout et à tous. Parfois il évoque la crise américaine et parfois des événements internationaux. C'est toujours une cause extérieure. Sa dernière bête noire, ce sont les travailleurs. Je lui suggère plutôt d'examiner les politiques du gouvernement. Son parti, toutefois, semble ne pas croire en la planification. Il n'entend rien faire tant que le désastre économique ne se sera pas produit.

Nous avons connu une situation analogue dans le secteur de l'énergie. Il nous a fallu attendre d'être menacés d'une pénurie de ressources énergétiques pour que quelqu'un du gouvernement libéral sorte de sa torpeur et entreprenne réellement de faire quelque chose. Il est ridicule que dans notre pays qui possède des surplus incroyables nous ayons eu à passer un hiver où nous avons failli manquer de mazout, où il nous a fallu l'acheter à des prix exorbitants, après quoi, comme un écureuil le fait avec ses noix, nous l'avons mis en réserve au cas où le combustible nous manquerait. C'est une preuve accablante que le gouvernement n'y voit pas plus loin que son nez et est incapable de prévoir.

Je veux maintenant parler de l'affaire de Microsystems. J'ai déjà dit que j'espérais pouvoir compter sur la collaboration des membres du comité quand je ferais ressortir à quel point il est important d'étudier les raisons pour lesquelles nous avons perdu l'entreprise Microsystems. Il se peut que nous n'y puissions rien, mais en va-t-il de même des autres secteurs de l'électronique? Tout cela va-t-il aussi se solder par un échec en dépit de tout l'argent que nous y avons investi? Nous avons fourni des capitaux à toutes les compagnies d'électronique, d'une façon ou d'une autre.

Je n'ai aucun reproche à faire à la société Northern Electric. Sous bien des rapports, c'est une des compagnies les plus novatrices qui soient au pays, je pense. Elle se livre à de nombreuses recherches très utiles. Néanmoins, il y a quelque chose qui ne va pas, ou dans les conseils qui sont prodigués au gouvernement ou dans ses prévisions, pour qu'il puisse dépenser 37 millions de dollars pour une compagnie et laisser tout cela s'en aller à vau-l'eau. C'est alors que la rumeur court que le gouvernement a voulu qu'il en fût ainsi, qu'il a refusé de faire certaines choses et que selon lui, il n'y avait pas d'avenir dans l'électronique. Qu'est-il arrivé tout d'abord? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas vu cela au début?